



n° 157 - Juillet 2012



Évolution de l'emploi dans la zone d'emploi de Reims

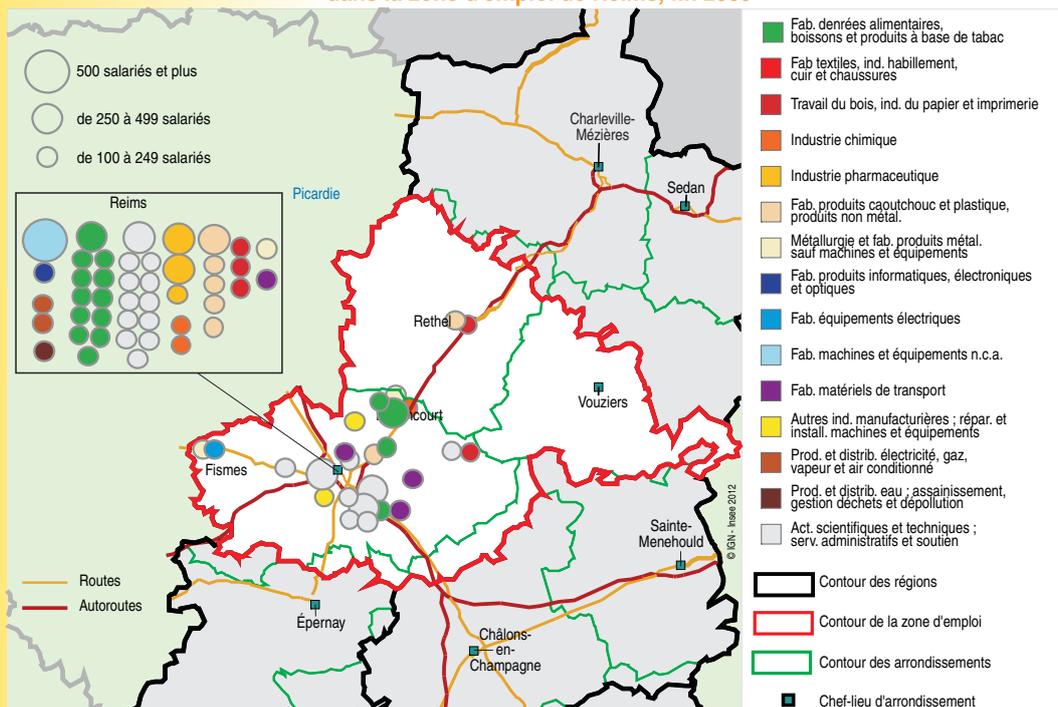
Un tissu économique davantage protégé

La zone d'emploi de Reims s'étend sur les arrondissements de Reims, Reims, Reims et la moitié sud de celui de Vouziers. Avec 349 940 habitants au 1^{er} janvier 2009, soit 26,2 % de la population régionale, elle est la plus peuplée des sept zones d'emploi de Champagne-Ardenne. Depuis 1999, malgré un important déficit des arrivées sur les départs, la zone d'emploi de Reims connaît une légère croissance de population (+2 350 habitants), grâce à un

fort excédent des naissances sur les décès. Reims, 31^e plus grande agglomération de France, rassemble 60 % de la population de la zone avec 209 570 habitants. Deux grands axes autoroutiers traversent le territoire, l'A26 du nord au sud et l'A4 d'est en ouest et depuis 2007, Reims est desservie par le TGV Est-européen, avec un accès à Paris en trois-quarts d'heure.

www.insee.fr

Les établissements de 100 salariés ou plus de l'industrie et des activités de support dans la zone d'emploi de Reims, fin 2009



(*) activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien
Source : Insee, Clap



Un territoire à forte composante marchande et tertiaire

La zone d'emploi de Reims est la plus importante des sept zones d'emploi de Champagne-Ardenne en nombre d'habitants, comme en nombre d'emplois. Fin 2009, 146 000 personnes exercent un emploi dans la zone, soit 27,5 % de l'emploi de la région. Reims n'étant pas préfecture de région ou de département, les services non marchands comptent moins dans l'emploi total du territoire qu'au niveau régional (30,0 %, contre 31,2 %), malgré la présence de grandes structures d'enseignement (*Université de Reims Champagne-Ardenne, Reims Management School, École Nationale de Police*), de santé (*Centre hospitalier universitaire de Reims, Polyclinique de Courlancy, Centre régional de lutte contre le cancer...*) et de quelques administrations publiques (*Rectorat, Cour d'appel, directions régionales des Douanes et de l'Insee*).

L'agriculture occupe aussi une moindre place avec 1,9 % de l'emploi total, contre 2,2 % au niveau régional. Toutefois, dans les quatre zones d'emploi ayant une composante agricole encore moins marquée, les salariés agricoles pèsent pour deux fois moins dans l'emploi total que dans la zone de Reims.

Au contraire, les secteurs marchands non agricoles sont davantage présents (59,3 % de l'emploi total) qu'au niveau régional (56,7 %). Le tissu économique est aussi le plus tertiairisé des sept zones d'emploi de Champagne-Ardenne avec 60 400 emplois localisés dans les activités tertiaires marchandes, soit 41,4 % des personnes en emploi, contre 34,3 % au niveau régional. A contrario, l'industrie occupe une moindre place en pesant pour 11,9 % dans l'emploi total, soit cinq points de moins que dans l'ensemble de la Champagne-Ardenne.

Au cours des dix dernières années, dotée d'un tissu économique moins industriel, la zone de Reims connaît la baisse des emplois salariés marchands la moins élevée des sept zones d'emploi de la région (-0,3 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2011, contre -0,8 % dans la région), grâce notamment au dynamisme de la construction (+0,8 % par an) et du tertiaire marchand (+0,3 %) qui connaissent un rythme de croissance des emplois deux fois plus élevé que le régional. Au cours de ces dix années, la perte nette de 2 800 emplois, se concentre pour la quasi-totalité, sur les deux années de crise 2008 et 2009 qui a fragilisé, dans la zone, toutes les activités marchandes.



Un tissu industriel diversifié

L'agro-alimentaire, premier secteur industriel de la zone d'emploi de Reims avec 5 300 emplois salariés, fin 2009, soit 30,4 % des effectifs industriels, compte de nombreux établissements spécialisés dans la première transformation des produits des grandes cultures (céréales, betteraves, luzerne) et la valorisation non alimentaire des agro-ressources. Adossé au pôle de compétitivité « Industries & Agro-Ressources Champagne-Ardenne - Picardie », le groupe coopératif *Cristal Union*, producteur de sucre et premier employeur agro-industriel, développe le bioéthanol à partir de betteraves et de céréale ; *Chamtor*, filiale du groupe *Champagne-Céréales*, spécialisé dans la transformation du blé diversifie sa production vers de nombreux marchés industriels (biocombustibles, tuiles, ciment, papeterie-cartonnerie...). Par ailleurs, le vignoble, fleuron de l'agriculture, constitue la source d'un puissant secteur vinicole et de l'implantation de prestigieuses maisons de champagne. Le secteur industriel de la production de champagne emploie, fin 2009, 2 200 salariés, soit 13 % des effectifs industriels de la zone d'emploi de Reims.

Les autres composantes de l'industrie pèsent pour moins de 10 % dans les effectifs salariés industriels de la zone. Comptant 9,8 % des emplois industriels, le secteur de la fabrication de produits en caoutchouc, plastique et autres produits minéraux est le plus important avec notamment la fabrication de revêtements de sols en PVC ou en textile destinés à la construction et l'industrie du verre spécialisée dans la fabrication de bouteilles, notamment pour le champagne. D'autres unités importantes de fabrication de produits en caoutchouc ou en plastique travaillent pour l'automobile (*Trelleborg Reims, Mecacorp* reprise en 2010 et devenue *Plastique Technique Champenois*) ou pour l'emballage (*Cello Plastic, Mondi Lembacel*).

Troisième secteur industriel par ordre d'importance, la métallurgie et la fabrication de produits métalliques compte 1 500 emplois fin 2009, soit 8,4 % des effectifs industriels de la zone d'emploi de Reims. Avec à peine un cinquième des emplois, la métallurgie est peu présente et seul un établissement *Arcelormittal*, spécialisé dans le laminage à froid, emploie plus de 100 salariés. Davantage présente, la fabrication de produits métalliques compte deux grosses unités, l'une spécialisée dans les coffres-forts (*Gunnebo Bazan*).

Structure de l'emploi total dans la zone d'emploi de Reims fin 2009

Unités : nombre et %	Zone d'emploi de Reims		Champagne-Ardenne	
	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)
Emploi salarié dont :	133 100	91,2	479 300	90,1
<i>Agriculture</i>	2 800	1,9	11 700	2,2
<i>Secteurs marchands non agricoles</i>	86 600	59,3	301 700	56,7
<i>dont :</i>				
<i>Construction</i>	8 800	6,0	29 100	5,5
<i>Industrie</i>	17 400	11,9	90 100	17,0
<i>Tertiaire marchand (*)</i>	60 400	41,4	182 500	34,3
<i>Services non marchands</i>	43 700	30,0	165 600	31,2
Emploi non salarié	12 900	8,8	52 500	9,9
Total	146 000	100,0	531 800	100,0

(*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris intérim et les activités des ménages en tant qu'employeurs.
Source : Insee, Estimations d'emploi localisées (Estel)

court) et l'autre dans la fabrication de grillages (*Gantois* liquidée en 2011 et reprise par plusieurs sociétés).

Employant 1 350 salariés, soit 7,8 % des salariés industriels, le secteur de la fabrication de machines et équipements compte le plus gros employeur de la zone d'emploi, fabricant de radiateurs et de climatiseurs pour l'automobile (*Valeo Systèmes Thermique*).

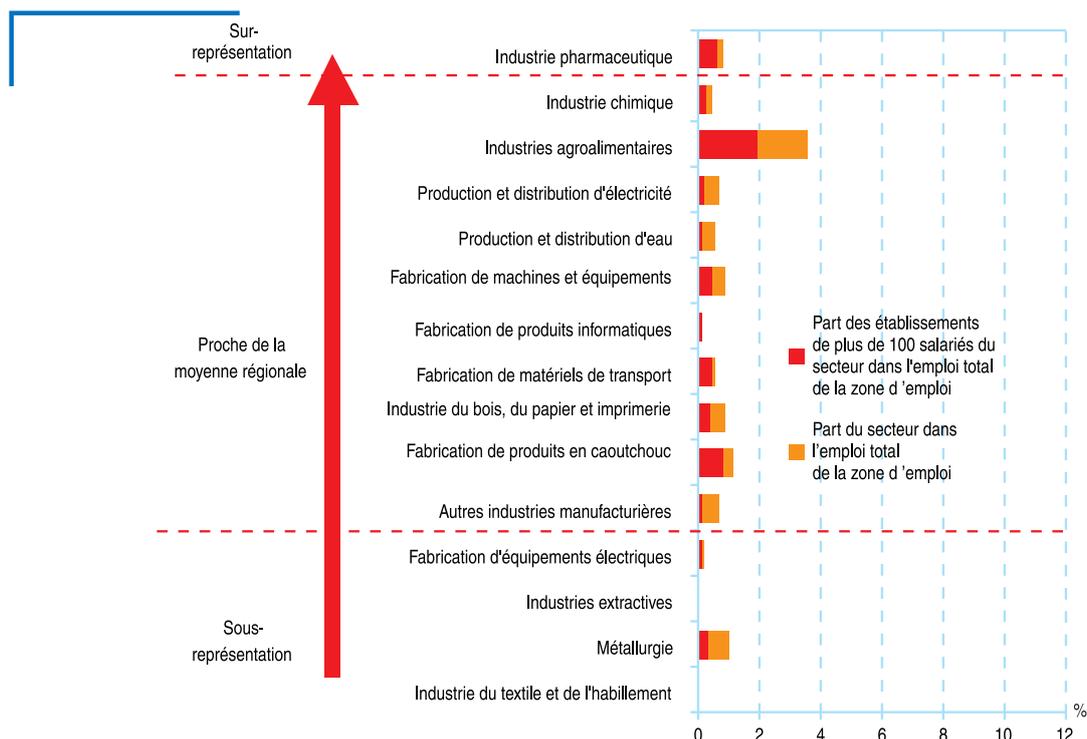
Quasi-absente du reste de la Champagne-Ardenne, l'industrie pharmaceutique est l'unique spécificité industrielle de la zone d'emploi de Reims, avec 1 200 salariés fin 2009 (6,8 % des emplois industriels du territoire, contre 1,3 % au niveau régional), dont 80 % localisés dans trois établissements.



Depuis la crise, un emploi industriel fragilisé par les restructurations

En raison de la diversité des activités industrielles et de la moindre présence d'activités fortement concurrencées par les pays émergents (métallurgie, matériel de transport, textile-habillement), les effets du phénomène général de « désindustrialisation » sont moins marqués dans la zone d'emploi de Reims que dans l'ensemble de la région. Ainsi, au cours des années 2001-2007, l'emploi industriel diminue à un rythme moins élevé qu'au niveau régional (-2,1 % en moyenne annuelle, contre -2,5 %). Néanmoins, lors de la crise, les pertes d'em-

Part des secteurs industriels (*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Reims fin 2009



(*) Secteurs au niveau A38 de la NAF Rév.2

Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement inférieur à son poids moyen en région.

Sources : Insee, Clap, Estimations d'emploi localisées (Estel)

Les dix plus grands établissements industriels ou d'activités de services et de soutien de la zone d'emploi de Reims fin 2009

Raison sociale	Activité	Commune	Tranche d'effectif salarié
VALEO SYSTEMES THERMIQUES	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Reims	500 à 749
DELPHARM REIMS	Industrie pharmaceutique	Reims	250 à 499
ISS ABILIS FRANCE	Activités de services administratifs et de soutien	Saint-Léonard	250 à 499
CRISTAL UNION	Fabric. denrées alimentaires, boissons et tabac	Bazancourt	250 à 499
CARRARD SERVICES	Activités de services administratifs et de soutien	Taissy	250 à 499
DERICHEBOURG PROPRETÉ	Activités de services administratifs et de soutien	Saint-Brice-Courcelles	250 à 499
CHAMTOR	Fabric. denrées alimentaires, boissons et tabac	Bazancourt	200 à 249
REIMS AEROSPACE	Fabrication de matériels de transport	Prunay	200 à 249
CRISTAL UNION	Fabric. denrées alimentaires, boissons et tabac	Sillery	200 à 249
GUNNEBO BAZANCOURT	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Bazancourt	150 à 199

Avertissement : depuis le 31/12/2009, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer

Source : Insee, Clap

ploi s'accroissent (-4,4 % en moyenne annuelle au cours des années 2008-2009, contre -4,6 % dans la région) en raison notamment d'une importante restructuration dans l'industrie pharmaceutique qui contribue pour près de la moitié aux emplois perdus au cours de ces deux années : le groupe *Boehringer* dont l'établissement rémois regroupe les trois quarts des salariés du secteur prend la décision, fin 2007, de transférer une centaine d'emplois au siège francilien et de céder une partie de l'activité du groupe à la sous-traitance. En période de reprise économique 2010-2011, le rythme de baisse des emplois industriels reste soutenu (-3,6 % par an dans la zone, contre -2,6 % dans la région). Si les effectifs salariés de l'industrie pharmaceutique se stabilisent, plusieurs secteurs industriels connaissent d'importantes suppressions d'emploi : la fabrication de matériel de transport avec la reprise de *Reims Aerospace* et les prémices de la délocalisation de la production en Allemagne et Hongrie d'un établissement de sous-traitance automobile, *Basal* ; l'industrie du bois, papier et imprimerie avec la liquidation de l'entreprise *Hebdoprint* du groupe *Hersant Media* ; la fabrication de caoutchouc et de plastique et des autres produits minéraux avec la fermeture d'un site *Owen Illinois* à Reims, spécialisé dans la fabrication de bocal et de pots.

Des emplois de services aux entreprises nombreux et diversifiés

Dans la zone d'emploi de Reims, le secteur des services aux entreprises, hors intérim, qui inclut l'essentiel des activités de support est davantage développé que dans les six autres zones d'emploi de la région. La forte densité économique et démographique de l'agglomération rémoise favorise le développement des activités de soutien aux entreprises, qui s'installent là où elles trouvent des marchés, de la main-d'œuvre, des services et des infrastructures. Fin 2009, parmi les 40 établissements spécialisés dans les *activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien* de plus de 100 salariés de Champagne-Ardenne, la moitié se situe dans la zone d'emploi de Reims. Les services relatifs au bâtiment comptent 10 établissements de plus de 100 salariés spécialisés dans les activités de nettoyage (bureaux, usines, appartements, machines indus-

trielles...). Avec trois grands établissements de plus de 100 salariés, les activités de sécurité et de gardiennage, peu développées dans les autres zones d'emploi, pèsent pour 0,6 % dans l'emploi total, soit le double du niveau régional. L'activité de soutien aux entreprises bénéficie aussi de la présence de trois centres d'appel de plus de 100 salariés. Enfin, la zone accueille des activités d'ingénierie de contrôles et d'analyses techniques de grands groupes industriels dont deux établissements de plus de 100 salariés : le Centre d'étude et de recherche pour l'automobile de l'équipementier automobile *Trèves* et le siège de *Pingat Ingénierie*, filiale de *SNC Lavalin*, bureau d'études pour les entreprises industrielles.

Des activités tertiaires connexes à l'industrie se sont aussi développées, notamment dans le commerce de gros, qui pèse pour 4,4 % dans l'emploi total, soit 1,0 point de plus qu'en Champagne-Ardenne avec des activités de commerce de vin de Champagne et de commerce de produits métallurgiques porté par la présence du siège du groupe industriel *Arcelor Mittal distribution - ex-Pum*.

En revanche, le poids de l'intérim dans l'emploi total est moins élevé dans la zone d'emploi de Reims qu'au niveau régional, avec 2,2 % des emplois fin 2007, contre 2,7 % en région, en raison de la moindre présence d'industries, principal secteur utilisateur de main d'œuvre intérimaire.

Un secteur présentiel bien développé

Les commerces et services visant à satisfaire les besoins de la population présente sur le territoire - résidents et touristes - sont aussi fortement représentés dans la zone d'emploi de Reims, soutenus par le niveau de population et sa concentration d'une part et, d'autre part, les attraits touristiques du territoire : tourisme de mémoire, tourisme d'affaire, cathédrale de Reims, caves de champagne... Fin 2009, le secteur de l'hébergement et de la restauration regroupe 3,3 % des emplois de la zone (2,6 % au niveau régional). Avec 8,6 chambres d'hôtel pour 1 000 habitants, contre 7,1 au niveau régional, la zone d'emploi de Reims présente la densité hôtelière la plus élevée des zones d'emploi de Champagne-Ardenne.

Évolution de l'emploi salarié marchand non agricole dans la zone d'emploi de Reims

	Zone d'emploi de Reims					Champagne-Ardenne				
	En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période		En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période	
	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011 (**)	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)
<i>Unités : nombre et %</i>										
Secteurs marchands non agricoles	0,1	-1,5	-0,3	-2 800	-2 700	-0,5	-2,1	-0,4	-25 700	-13 000
dont :										
Industrie	-2,1	-4,4	-3,6	-5 400	-1 600	-2,5	-4,6	-2,6	-29 400	-8 800
Construction	1,8	-0,4	-1,1	600	-100	1,4	-0,4	-1,9	1 000	-300
Tertiaire marchand (*)	0,6	-0,8	0,7	2 000	-1 000	0,3	-1,1	0,8	2 700	-3 900
dont tertiaire marchand hors intérim	nd	-0,2	0,6	nd	-300	0,2	0,3	0,5	3 500	500
dont intérim	nd	-12,1	2,0	nd	-700	2,4	-16,3	7,6	-900	-4 500

n.d. : non disponible

(*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris intérim et activités des ménages en tant qu'employeurs.

(**) Voir Méthodologie et définitions

Source : 2001-2009 : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel), 2010-2011 : Insee, Epure ; données d'intérim Dares - Pôle emploi

Le commerce de détail emploie 7,3 % des actifs de la zone d'emploi, contre 6,5 % dans la région. La forte densité de population de l'agglomération rémoise favorise le développement du secteur : la zone compte ainsi 2,9 emplois de commerce de détail pour 100 habitants, contre 2,4 en Champagne-Ardenne. Structuré autour de Reims, 31^e plus grande agglomération de France, le territoire bénéficie de la présence d'enseignes de grands magasins (*Galerias Lafayette, Alinéa, Florales'garden...*), absentes des autres zones d'emploi, et de grands hypermarchés, dont six emploient plus de 200 salariés.

Enfin, les activités bancaires et d'assurances représentent 2,9 % de l'emploi total de la zone d'emploi, contre 1,9 % dans la région, grâce à la présence des cinq plus grands établissements champardennais du secteur, notamment des sièges régionaux de grands établissements financiers (caisse régionale du *Crédit agricole* et *Groupama*).

Le tertiaire marchand, fragilisé au cours de la crise, se redresse en période de reprise

Au cours des cinq années précédant la crise, l'emploi tertiaire marchand augmente deux fois plus vite dans la zone d'emploi de Reims qu'au niveau régional (+0,6 % par an contre +0,3 %). Avec la crise de 2008-2009, l'emploi salarié tertiaire diminue, à un rythme toutefois moins élevé qu'au niveau régional, (-0,8 % par an, contre -1,1 %), grâce en particulier à l'intérim qui détruit moins d'emplois (-12,1 % par an, contre -16,3 % dans l'ensemble de la région). A contrario, le tertiaire marchand hors intérim connaît de plus fortes pertes qu'au niveau régional en raison d'une part, des effets de la crise financière sur le secteur bancaire et d'assurance, davantage présent dans la zone, et d'autre part, des difficultés du commerce de gros. Spécialisé dans les activités liées aux industries du

champagne et de la métallurgie, le commerce de gros subit la baisse de la demande mondiale en champagne et les difficultés de la métallurgie.

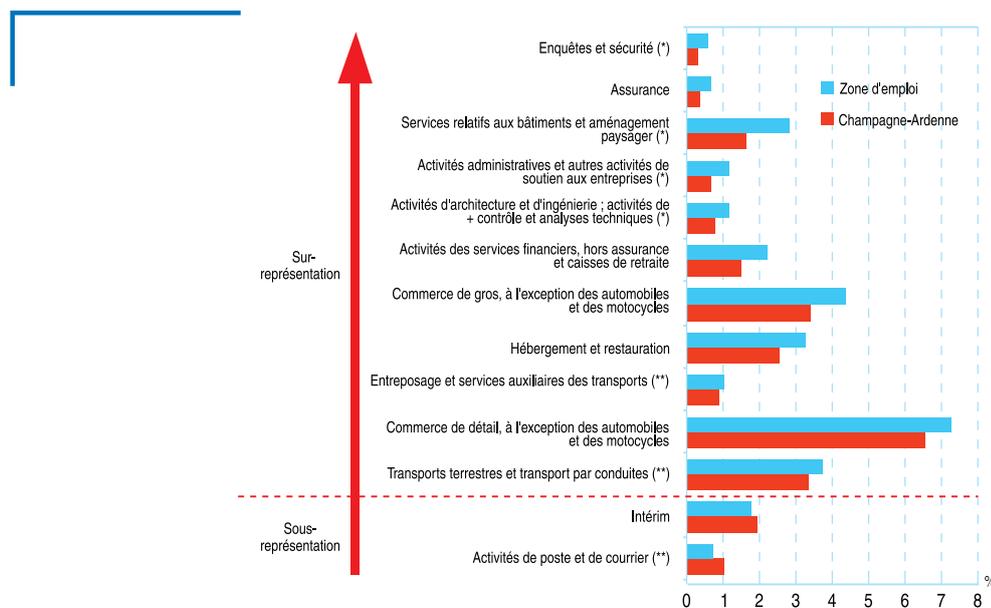
En 2010, la reprise économique s'accompagne d'une amélioration de l'emploi dans le tertiaire marchand (+0,7 % par an entre fin 2009 et fin 2011, +0,8 % au niveau régional), portée par des créations nettes d'emploi dans les services aux entreprises. Par ailleurs, le rebond du marché du champagne, la création de la zone « Maison + » en périphérie de l'agglomération rémoise avec l'installation du géant suédois de l'ameublement *Ikea* et de nombreuses enseignes redynamisent l'emploi dans le commerce.

Dans l'intérim, fin 2011, l'emploi se situe, comme au niveau régional, très en dessous de son niveau d'avant la crise, avec l'équivalent de 80 % des emplois de 2007. Dans la zone de Reims, l'évolution des effectifs intérimaires, moins défavorable pendant la crise, est moins dynamique en période de reprise, avec une croissance de +2,0 % en moyenne annuelle au cours des années 2010 et 2011, contre +7,6 % en Champagne-Ardenne.

Un chômage dégradé par la crise, qui tarde à s'améliorer

Fin 2011, avec 10,2 % de la population active au chômage, et malgré une structure des emplois plus favorable à un chômage contenu, la zone d'emploi de Reims se situe à un niveau proche du taux moyen régional et au 4^e rang des sept zones d'emploi de Champagne-Ardenne. Avec la crise, le taux de chômage augmente de +1,9 point entre fin 2007 et fin 2009, soit une hausse proche de la hausse moyenne régionale (+1,8 point), et du même ordre que celle des zones d'emploi de la région ayant connu le plus de difficultés, Charleville-Mézières, Chaumont - Langres et Vitry-le-François - Saint-Dizier. Cependant, alors que ces zones connaissent une nette amélioration,

Part des secteurs tertiaires marchands (*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Reims fin 2009**



(*) Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien

(**) Activités de transports

(***) Secteurs au niveau A129 de la NAF Rév.2

Ne sont présentés que les secteurs du tertiaire marchand dont le poids est significativement différent du poids moyen en Champagne-Ardenne. Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est inférieur à son poids moyen en région.

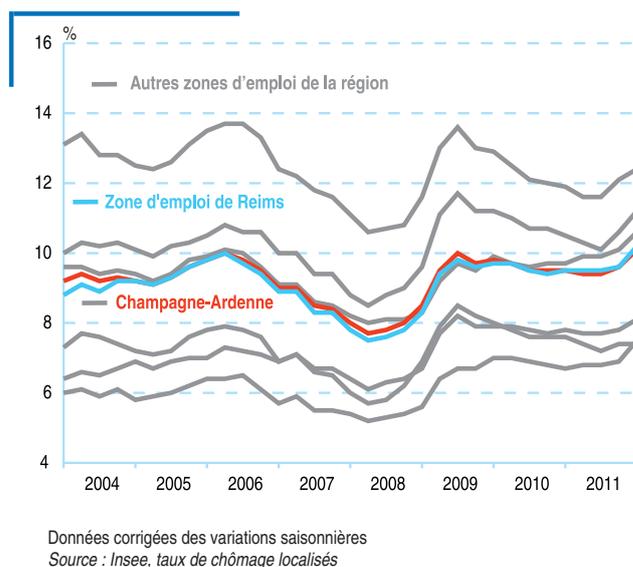
Sources : Insee, Clap - données d'intérim, Pôle emploi, Dares, Estimations d'emploi localisées (Estel)

ration du chômage à partir de 2010, les effets de la reprise sont peu visibles dans la zone de Reims en raison de nouvelles pertes importantes d'emploi dans l'industrie. Fin 2011, le taux de chômage se situe à +0,5 point au-dessus de son niveau de fin 2009, contre un écart de +0,3 au niveau régional.

À l'image de son tissu économique, la zone d'emploi de Reims se caractérise par une plus forte présence de demandeurs d'emploi ayant exercé préalablement un métier dans un domaine du tertiaire, notamment dans la gestion, administration des entreprises, le commerce, la communication, information, art et spectacle. Sur les 23 900 demandeurs d'emploi (DEFM) en recherche active d'emploi fin 2011 (catégories ABC), 28 % exerçaient dans un de ces trois domaines, contre 25 % dans la région. A contrario, les demandeurs ayant exercé dans un domaine industriel représentent 13 % des inscrits à Pôle emploi, contre 16 % dans la région. Dans la zone de Reims, malgré des restructurations importantes durant la crise, la mobilisation des dispositifs d'accompagnement semble avoir été moins soutenue que dans la région. Le nombre de DEFM de catégories D et E qui regroupent notamment les chômeurs bénéficiant de contrats aidés ou d'aides au reclassement après un licenciement économique (formations Pôle emploi, conventions de reclassement personnalisé...) augmente de +6,8 % par an entre 2007 et 2009, contre 10,9 % dans la région : ils représentent au plus fort de la crise, fin 2009, 12,6 % des DEFM toutes catégories ABCDE confondues, contre 14,3 % au niveau régional. ■

Patrick Bouny, Anh Van Lu, Romain Perron

Évolution du taux de chômage dans les zones d'emploi de Champagne-Ardenne



Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar) fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



<< MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006. La liste des communes est celle donnée par le Code Officiel Géographique au 01/01/2010.

Pour en savoir plus voir : insee.fr, rubrique définitions et méthodes, code officiel géographique et zonages d'études

Les **estimations d'emploi annuelles** au niveau zone d'emploi sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées) qui permettent d'obtenir des informations deux ans après la fin de l'année écoulée, soit à la date de cette étude, jusqu'en fin d'année 2009. Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, pour les années 2010 et 2011 l'emploi par **zone d'emploi** a été estimé à partir des données des Urssaf issues du dispositif Epure ainsi que des données d'intérim de la Dares - Pôle emploi.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni
Rédaction en chef : Sandrine Rigollot
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - **Création de l'image visuelle** : 5pointcom
© INSEE-2011 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2012

Une version électronique
de ce document est disponible sur :
www.insee.fr/champagne-ardenne
Rubrique :
produits et services, publications